



AQMI : MISE AU POINT ET CONFIRMATION D'UNE ANALYSE

La note « AQMI : un problème régional » a suscité de nombreuses réactions, des marques d'intérêts et quelques objections auxquelles je souhaite répondre.

13 janvier 2011

Cette note en préparation depuis la fin novembre, a été finalisée la semaine dernière et diffusée de façon restreinte le 7 janvier 2011, avant le rapt et la mort de nos deux compatriotes Antoine de Léocour et Vincent Delory. J'ai décidé lundi d'en poursuivre la diffusion sans modifier la teneur d'analyses et de conclusions qui conservaient leur à propos. J'ai cependant jugé utile de l'assortir d'un avertissement. Cette note doit faire réfléchir à l'action de la France contre AQMI sur le long terme, elle n'est pas un commentaire à chaud sur la prise d'otage de Niamey dont l'issue tragique endeuille notre pays.

Contre les terroristes et les chantages qu'ils exercent il n'y a pas d'autre choix que la fermeté et parfois il n'y a pas d'autre voie possible que le recours aux armes notamment pour empêcher ou contrer des actes menés avec des moyens et selon les modes d'action d'une organisation paramilitaire. C'est ce qui justifiait, à l'origine, l'intervention armée contre le sanctuaire d'Al Qaïda en Afghanistan. Mais l'on sait aussi d'expérience qu'il faut au maximum éviter de céder à l'engrenage des coups de force sur lequel parient les terroristes pour gagner les populations à leur cause.

A son niveau et sans en exagérer l'importance, AQMI est un mouvement armé dont le potentiel est de nature à déstabiliser plusieurs Etats fragiles de la zone sahélienne. C'est pourquoi, la note d'Orion ne rejette pas a priori et en bloc l'option militaire. Elle appelle cependant à une grande vigilance quant aux conditions de l'implication des forces françaises contre AQMI. Le recours à l'action armée, surtout improvisée en hâte, peut s'avérer contreproductif. La visibilité kaïkè, dans la lutte contre le terrorisme, nécessairement en grande partie secrète, est souvent contraire à l'efficacité. En outre la rhétorique d'Al-Qaïda se renforce des déclarations martiales occidentales qui nourrissent en retour les appels au Jihad. Ces deux discours se répondent et s'emboîtent trop parfaitement pour que l'on redouble de précaution.

Aussi la note, après avoir mis l'accent sur les origines et le caractère régional de la menace, après avoir expliqué comment celle-ci s'était progressivement cristallisée en prenant comme adversaire principal la France et comme cible ses intérêts et ses ressortissants dans la région, en venait à des recommandations que l'on peut brièvement exposer en sept points :

- Renforcer la coopération avec les pays de la bande sahélienne en particulier dans le domaine militaire et du renseignement, mais aussi en matière de développement afin d'y promouvoir sécurité, stabilité et davantage de prospérité ;
- Impliquer et mieux coordonner l'action des pays de la zone dans la lutte contre le terrorisme ;
- Discriminer les modes d'actions en évitant une « militarisation » des réponses qui exacerberont au niveau régional les risques de conflictualité et polariseront encore plus l'antagonisme entre AQMI et la France ;
- Etablir une stratégie qui, pour réduire la menace d'AQMI, ordonne les mesures de précaution à prendre (protection et évacuation de nos ressortissants) et les modes d'intervention à privilégier : soutien aux forces locales de sécurité, actions clandestines et, avec circonspection, emploi des forces spéciales pour des actions opérationnellement strictement planifiées ;
- Diversifier les filières et améliorer les mécanismes de négociation en cas de prise d'otage ;
- Intensifier au plan diplomatique l'offensive contre AQMI ;

- Développer dans les média arabo-musulmans une communication qui dénonce la propagande dévoyée des terroristes, non pas tant à partir de ce qui nous contraire choque que comme contraire aux principes de l'islam.

Cet argumentaire, éclairé par une analyse précise des mobiles et des modes d'action d'AQMI, me paraît difficilement contestable. De même que la formule qui incitait la classe politique à prendre du recul par rapport aux événements et à mieux circonscire les prises de position favorable au recours à la force armée.

Il est normal, encore aujourd'hui, devant la douleur des familles des victimes, l'angoisse de celles qui ont un parent détenu en otage et l'inquiétude de nos communautés du Niger, en Mauritanie et au Mali, que l'on fasse taire les divisions, que l'on évite d'affaiblir par des critiques politiciennes l'action de notre pays sur place. Il y a un temps pour tout. Celui du débriefing nécessaire de l'opération au Niger est à venir.

Mais, s'agissant du combat contre AQMI, l'analyse ne peut elle-même être l'otage des événements. Elle doit aller plus loin. L'« union sacrée » a trop souvent été une excuse au refus d'approfondir le débat politique en matière militaire pour qu'on n'y cède pas présentement. En matière de lutte contre le terrorisme, nous sommes payés pour savoir que les idées simples et les réponses expéditives sont rarement pertinentes.